



PRÉFÈTE DE LA LOIRE

ARRETÉ N° 245/2013/DDPP
portant prolongation de l'occupation temporaire des sols au profit de l'ADEME

La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement (Livre V – titre I) et notamment ses articles L. 512-3 et L. 514-1 ;

VU le code de justice administrative et notamment son article R. 532-1 ;

VU la loi du 29 décembre 1892 relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics, modifiée notamment par l'article 1^{er} du décret n° 65-201 du 12 mars 1965 et par l'article 33 de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 ;

VU les lettres de saisine adressées les 22 juin 2010 et 7 juin 2011 par le Préfet de la Loire au Ministère en charge de l'environnement ;

VU la lettre de la direction générale de la prévention des risques adressée le 13 septembre 2011 à Monsieur le Préfet de la Loire ;

VU l'arrêté préfectoral n° 10/2011/DDPP en date du 10 janvier 2012 prescrivant l'exécution de travaux d'office sur le site de la société Forges de la Becque sis avenue de l'industrie- lieu dit « Hormey » – à Saint-Cyprien (42160) et confiant la maîtrise d'ouvrage des dits travaux à l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) ;

VU l'arrêté préfectoral n° 09/2011/DDPP en date du 10 janvier 2012 portant occupation temporaire des sols au profit de l'ADEME pour une durée de 16 mois ;

VU le courrier de Monsieur le Directeur régional de l'ADEME en date du 5 juin 2013 faisant part du retard pris dans la gestion du dossier et de la nécessité de prolonger la durée d'occupation des sols afin de réaliser l'ensemble des opérations mentionnées dans l'arrêté de travaux d'office susvisé ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 10 juin 2013 ;

CONSIDERANT au vu des éléments ci-dessus qu'il convient de prolonger le délai initialement prévu par l'arrêté n° 09/2011/DDPP du 10 janvier 2012 susvisé afin de pouvoir satisfaire les dispositions de l'arrêté de travaux d'office du 10 janvier 2012 susvisé ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

Article 1er –

Le délai d'occupation temporaire des sols mentionné à l'article 1 de l'arrêté n° 09/2011/DDPP du 10 janvier 2012 susvisé est prolongé pour une durée de 19 mois à compter du présent arrêté.

Article 2 –

En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de LYON Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 3

M. le Sous-Préfet de MONTBRISON, Monsieur le Directeur départemental de la protection des populations, Monsieur le Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargé de l'inspection des installations classées, et Monsieur le maire de SAINT CYPRIEN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint Etienne, le **20 JUIN 2013**

Pour la Préfecture
et par délégation
Le Secrétaire Général


Patrick FERIN

Copie adressée à :

- Maître Geoffroy BERTHELOT (successeur de Maître SCARFOGLIERO)
- 5 rue Puy de la Bâtie
42600 MONTBRISON
- M. le Sous-Préfet de MONTBRISON
- Monsieur le maire de SAINT-CYPRIEN
- l'Inspection des installations classées, Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, unité territoriale Loire
- M. le Directeur régional de l'ADEME
- Archives
- chrono